

Européen-ne-s, bien entendu !? 2025

Un leadership coopératif

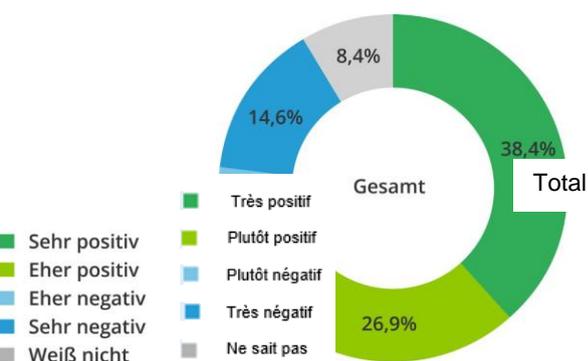
L'UE est confrontée à d'immenses défis. La guerre d'agression russe contre l'Ukraine se poursuit avec la même intensité. La fiabilité des Etats-Unis dans l'architecture de sécurité transatlantique est remise en question. En Europe, le glissement vers la droite se poursuit. Notre devoir de transformer l'économie est de plus en plus urgent. La crise climatique s'aggrave. La démocratie libérale et l'idée d'une Europe unie sont soumises à une forte pression. Le nouveau gouvernement fédéral allemand de la CDU/CSU et du SPD a, dans son accord de coalition, formulé l'ambition d'assumer un rôle moteur fort au sein de l'UE. Dans ce contexte, l'étude à long terme "Européen-ne-s, bien entendu !?", interroge la manière dont les citoyen-ne-s perçoivent le rôle de l'Allemagne dans l'UE et l'attitude qu'ils et elles souhaitent voir adopter par le gouvernement fédéral allemand à Bruxelles.

par Maria Skóra et Georg McCutcheon

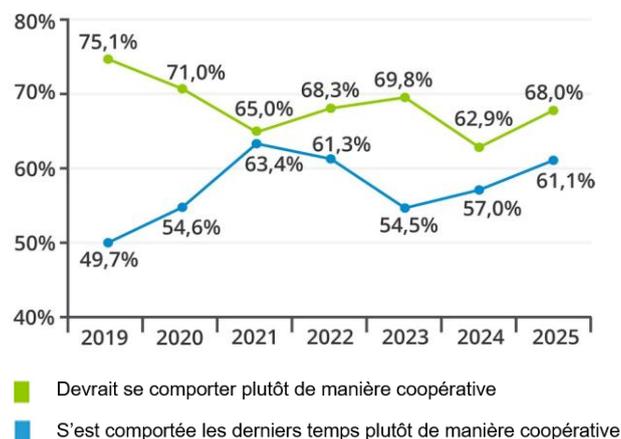
Les principaux résultats du sondage représentatif¹

- **Approbation d'un rôle moteur plus fort de l'Allemagne dans l'UE :** l'orientation européenne esquissée dans le traité de coalition bénéficie d'un large soutien dans la société. Environ deux tiers des citoyen-ne-s (65,3 %) considèrent qu'un renforcement du rôle de moteur de l'Allemagne dans l'UE est plutôt (26,9 %) ou très positif (38,4 %).
- **Plaidoyer pour une politique européenne coopérative du gouvernement fédéral :** outre l'approbation d'un rôle moteur plus fort pour l'Allemagne au sein de l'UE, une majorité des personnes interrogées (68%) souhaite également que le gouvernement fédéral se montre coopératif, à l'avenir, à Bruxelles.
- **La migration et l'intégration, la défense et la compétitivité sont les principales priorités :** du point de vue des citoyen-ne-s, les trois principales priorités de la politique européenne sont la migration et l'intégration (56,0 %), la sécurité et la défense (55,3 %) et la compétitivité économique (46,1 %). Les personnes interrogées sont favorables à des investissements communs supplémentaires en matière de défense (52,1 %), de sécurité intérieure (45,5 %), de recherche, d'éducation et d'innovation (36,8 %) et d'économie (35,5 %).

Graphique A : Comment évaluez-vous l'objectif du nouveau gouvernement fédéral visant à ce que l'Allemagne joue, à l'avenir, un rôle moteur fort au sein de l'UE ?

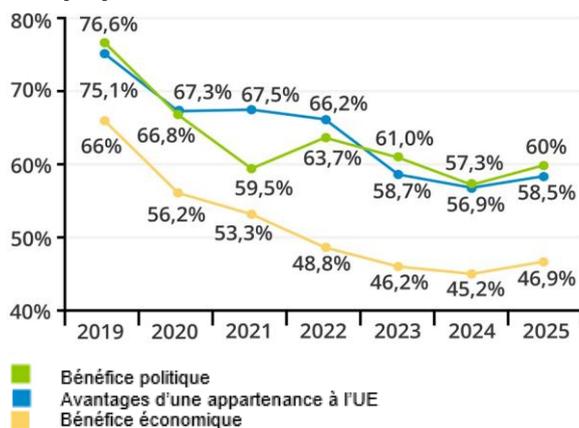


Graphique B : Selon vous, l'Allemagne doit-elle/ a-t-elle un comportement plutôt coopératif vis-à-vis des autres pays de l'UE ?



- Soutien à une Union européenne de la défense :** plus de la moitié des personnes interrogées (56,5 %) sont d'accord pour que la défense européenne devienne avant tout une tâche commune. 20,8 % plaident pour une intégration différenciée dans ce domaine, par exemple dans la politique d'armement. Le soutien à une politique de défense européenne commune est relativement élevé, tant en ex-Allemagne de l'Ouest (58,5 %) qu'en ex-Allemagne de l'Est (48,7 %).
- Recul du soutien à la protection climatique européenne :** pour les personnes interrogées, d'autres mesures politiques ont une priorité plus élevée que la protection climatique. Il s'agit d'une évolution particulièrement marquante ces dernières années. En 2025, seuls 24,8 % des sondés sont favorables à une augmentation des dépenses communes dans ce domaine, alors qu'ils et elles étaient encore 42,2 % en 2022.
- Les avantages de l'appartenance à l'UE prévalent :** des doutes sur les avantages économiques. Pour la majorité des personnes interrogées, les avantages de l'adhésion à l'UE l'emportent (58,5 %). Cependant, pour une petite majorité relative des personnes interrogées, les coûts (47,9 %) sont supérieurs aux bénéfices (46,9 %) d'un point de vue économique. Une majorité (58,6%) estime que la contribution financière de l'Allemagne à l'UE est trop élevée.

Graphique C : Pourcentage de personnes interrogées pour lesquelles les avantages économiques, politiques et les bénéfices de l'UE sont prépondérants



Recommandations politiques

- Participer à la construction de l'Europe de manière coopérative :** les personnes interrogées jugent positivement la volonté de leadership du nouveau gouvernement fédéral, mais plaident clairement pour une attitude coopérative. Le gouvernement fédéral devrait donc adopter un style de direction coopératif dans sa politique européenne et ne pas passer outre le droit européen par intérêt national favorisant des solutions soi-disant rapides.
- Véhiculer les avantages économiques de l'Europe :** la majorité des personnes interrogées sont convaincues des avantages et des bénéfices politiques de l'appartenance à l'UE et souhaitent que la défense, la sécurité et la compétitivité deviennent des priorités de la politique européenne de l'Allemagne. Un débat honnête sur les solutions européennes peut permettre d'expliquer que des attentes élevées vis-à-vis de l'UE vont de pair avec des dépenses plus importantes. Le nouveau gouvernement devrait activement faire comprendre que l'Allemagne profite bien plus de l'appartenance à l'UE qu'elle n'y contribue financièrement.
- Ne pas négliger les promesses de l'Europe en matière de politique climatique et sociale :** la compétitivité économique et la sécurité sont des priorités pour les personnes interrogées. L'atteinte de ces objectifs ne peut se faire au détriment de la politique climatique et sociale. Au contraire : la maîtrise de la crise climatique est le garant de la compétitivité et un élément central de la sécurité et de la résilience de la démocratie. Le gouvernement fédéral devrait s'engager au sein de l'UE pour que le Pacte Vert Européen ne soit pas davantage édulcoré et que les investissements dans la sécurité soient également efficaces sur le plan social.
- Renforcer la promesse de stabilité de l'Europe :** dans un contexte d'incertitude globale, l'UE apparaît comme un lieu de stabilité. L'Allemagne a le soutien de ses citoyen-ne-s pour s'engager en faveur d'une Union qui répond aux besoins fondamentaux, au-delà de la défense et de la croissance économique. Le nouveau gouvernement fédéral devrait assumer une responsabilité financière afin que l'UE puisse remplir cette mission.

¹Pour cette étude, l'entreprise de sondage Civey a interrogé 5.000 personnes en ligne en mai 2025. Les résultats sont représentatifs de la population allemande âgée de 18 ans et plus. Le questionnaire de l'étude à long terme a été conçu entre autres sur la base de groupes de discussion qui ont été organisés en 2019 et 2021.